

Mondialisation et Impérialisme
Par
Samir Amin

L'impérialisme n'est pas un stade - fût-il suprême- du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son extension. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

*Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation, ou tout simplement par le génocide parfait, sur lequel se sont construits les États-Unis . Le racisme fondamental des colons anglo-saxons explique que ce modèle ait été reproduit ailleurs, en Australie, en Tasmanie (le génocide le plus parfait de l'histoire), en Nouvelle-Zélande. Car si les Espagnols catholiques agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les « infidèles ». L'infâme esclavage des Noirs, rendu nécessaire par l'extermination des Indiens -ou leur résistance- a pris allègrement le relais pour la « mise en valeur » des parties utiles du continent. Personne aujourd'hui ne doute des motivations réelles de toutes ces horreurs, et ignore leur relation étroite avec l'expansion du capital mercantiliste. Il n'empêche que les Européens de l'époque ont accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés ; et les protestations – celle de Las Casas par exemple – n'ont pas trouvé beaucoup d'échos, à l'époque.

Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale ont produit –avec retard- les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les comandaient. La première révolution du continent a été à la fin du XVIIe siècle celle des esclaves de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie plus un siècle plus tard par la révolution mexicaine des années 1910 de ce siècle, et cinquante ans après par celle de Cuba. Et si je ne signale ici ni la fameuse « révolution américaine », ni celle des colonies espagnoles qui l'a rapidement suivi, c'est parce qu'il ne s'agissait ici que d'un transfert du pouvoir de décision des métropoles aux colons pour faire la même chose, poursuivre le même projet avec encore plus de brutalité –sans avoir à en partager les profits avec les « mères patries » d'origine.

* Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. « Ouvrir les marchés » - comme celui de la consommation d'opium imposée aux Chinois par les puritains d'Angleterre -, s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui. Mais encore une fois l'opinion européenne n'a pu voir ces réalités et accepté – mouvement ouvrier de la seconde internationale inclus – le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse « mission civilisatrice ». Les voix lucides qu'on entend à l'époque sont plutôt celles des bourgeois cyniques, comme celle de Cecil Rhodes préconisant la conquête coloniale pour éviter la révolution sociale en Angleterre. Encore une fois celle des protestataires – de la Commune de Paris aux bolchéviks – n'a pas eu beaucoup d'écho. Cette phase seconde de la dévastation impérialiste est à l'origine du plus grand problème auquel l'humanité ait jamais été confrontée : la polarisation gigantesque qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de un à deux au maximum vers 1800 pour ce qui concerne 80 % de la population de la planète à 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20 % de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation capitaliste ont été simultanément le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes qu'on ait jamais connu. L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, c'est-à-dire – et pas par hasard – toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un demi-siècle de répit – l'après deuxième guerre mondiale – qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme - contraint de s'y ajuster – parvenait à se civiliser.

* Le poids de la question de l'impérialisme (et derrière elle celle de son antinomie – la libération et le développement) continuera à peser sur l'histoire du capitalisme jusqu'à nos jours. C'est ainsi que la victoire des mouvements de libération arrachant au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'indépendance politique des nations asiatiques et africaines non seulement mettait un terme au système du colonialisme mais encore d'une certaine manière clôturait l'ère de l'expansion européenne inaugurée en 1492. Cette expansion avait été la forme prise par le développement du capitalisme historique pendant quatre siècles et demi (de 1500 à 1950) au point que ces deux dimensions de la même réalité étaient devenues inséparables. « Le système mondial de 1492 » avait certes déjà été entamé entre la fin du XVIIe siècle et les débuts du XIXe par l'indépendance des Amériques, mais il ne s'agissait là que d'apparence puisque l'indépendance en question avait été conquise non pas par les peuples indigènes et les esclaves importés par les colons (sauf à Haïti) mais par les colons eux-mêmes, transformant de la sorte l'Amérique

en une seconde Europe. L'indépendance reconquise par les peuples d'Asie et d'Afrique revêtait une autre signification.

Les classes dirigeantes des pays colonialistes d'Europe n'ont pas manqué de comprendre alors que la page de l'histoire venait d'être définitivement tournée. Elles ont compris qu'il leur fallait renoncer à leur vision traditionnelle qui associait l'essor de leur économie capitaliste domestique au succès de leur expansion impériale. Car cette vision n'était pas seulement celle des puissances coloniales anciennes – en premier lieu l'Angleterre, la France et la Hollande – elle était également celle des nouveaux centres capitalistes constitués au XIXe siècle – l'Allemagne, les États-Unis, le Japon. Les conflits intra-européens et internationaux étaient de ce fait en premier lieu des conflits pour le partage colonial impérialiste du système de 1492. Étant entendu que les États-Unis se réservaient l'exclusivité dans tout le nouveau continent.

Les classes dirigeantes des États de l'Europe occidentale et centrale capitaliste de l'après-guerre vont donc s'engager dans une nouvelle perspective, celle de la construction européenne. Une construction qui, par sa logique même pourrait mettre simultanément un terme aux conflits intra-européens et au système de 1492 (le « vieux colonialisme »). Non que la renonciation à l'avantage colonial fût acceptée d'emblée. Elle ne fut qu'après que les guerres coloniales conduites dans l'après-guerre eussent tourné à l'avantage des peuples révoltés. Et ce n'est donc pas tout à fait un hasard si la date du traité de Rome instituant la Communauté Européenne (1957) coïncide avec la loi-cadre qui préparait l'indépendance des dernières colonies françaises, celles d'Afrique. Quelques années plus tard De Gaulle substituait clairement le « choix européen » de la France à la vieille tradition de son option coloniale.

La construction d'un grand espace européen, développé, riche, disposant d'un potentiel technologique et scientifique de premier ordre comme de fortes traditions militaires, paraissait constituer une alternative solide sur la base de laquelle un nouvel essor de l'accumulation capitaliste pourrait être envisagé, sans « colonies », c'est-à-dire si la base d'une mondialisation du type nouveau, différente du système de 1492. La question reste à savoir en quoi ce système mondial nouveau pourrait différer de l'ancien, s'il sera toujours polarisant, comme l'ancien, fût-ce sur des bases nouvelles, ou s'il cessera de l'être.

Sans doute cette construction qui non seulement est loin d'être achevée mais passe par un moment de crise qui pourrait en remettre en question la portée, restera-t-elle difficile, tant pèsent les réalités historiques nationales pour lesquelles les formules

permettant leur réconciliation avec la formation d'une unité politique européenne n'ont pas encore été trouvées. De surcroît la vision concernant l'articulation de cet espace économique et politique européen au nouveau système mondial, également à construire, demeure jusqu'ici ambiguë, voire brumeuse. S'agit-il d'un espace économique conçu pour être le concurrent de l'autre grand espace, celui créé dans la seconde Europe par les États-Unis ? Et comment cette concurrence réagira-t-elle sur les relations de l'Europe et des États-Unis avec le reste du monde ? Les concurrents s'affronteront-ils comme les puissances impérialistes de l'époque antérieure ? Ou bien agiront-ils de concert ? Dans ce cas les Européens choisiront-ils de revivre l'impérialisme du système de 1492 rénové par procuration, inscrivant leurs options politiques dans le sillage de celles de Washington ? À quelles conditions la construction européenne en question pourrait s'inscrire dans celle d'une mondialisation qui mette un terme définitif au système de 1492 ?

* Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et par les régimes du nationalisme populiste du tiers-monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes – le contrôle des expansions des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main d'œuvre de la périphérie – bien qu'ils opèrent dans les conditions nouvelles et par certains aspects fort différents de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un « devoir d'intervention » que légitimerait la défense de la " démocratie ", des " droits des peuples ", " l'humanitaire ". Mais si l'instrumentalisation cynique de ce discours paraît évidente aux Asiatiques et aux Africains, tant les exemples de " deux poids – deux mesures " sont flagrants, l'opinion occidentale s'y est ralliée avec autant d'enthousiasme qu'elle s'y était aux discours des phases antérieures de l'impérialisme.

D'autre part les États-Unis déploient, dans cette perspective, une stratégie systématique qui vise à assurer leur hégémonie absolue en solidarissant derrière eux l'ensemble des partenaires de la triade par la mise en avant de leur puissance militaire. La guerre du Kosovo a rempli de ce point de vue des fonctions décisives, comme en témoigne la capitulation intégrale des États ralliés aux vues américaines concernant le « nouveau concept stratégique » adopté par l'OTAN immédiatement après la « victoire » en Yougoslavie les 23-25 Avril 1999. Dans ce « concept nouveau » (qualifié plus brutalement outre-atlantique de « doctrine Clinton ») les missions de l'OTAN sont étendues pratiquement à toute l'Asie et l'Afrique (les États-Unis se réservant seul le droit d'intervention en Amérique depuis la doctrine

Monroe), avouant par là même que l'OTAN n'est pas une alliance défensive mais l'instrument offensif des États-Unis. Simultanément ces missions sont redéfinies dans des termes vagues à souhait qui intègrent de nouvelles « menaces » (la criminalité internationale, le « terrorisme », l'armement « dangereux » des pays hors de l'OTAN, etc.) ce qui doit permettre évidemment de justifier à peu près n'importe quelle agression utile des États-Unis . Clinton ne s'est d'ailleurs pas privé de parler à ce sujet des « États crapules » qu'il faudrait frapper « préventivement », sans préciser davantage ce qu'il entend par la crapulerie en question. L'OTAN est de surcroît libéré de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traité avec un mépris égal à celui par lequel les puissances fascistes ont traité la SDN (l'analogie des termes utilisés est frappante).

L'idéologie américaine a le soin d'emballer la marchandise de son projet impérialiste dans la langage ineffable de la « mission historique des États-Unis ». Tradition transmise depuis l'origine par les « pères fondateurs » sûr de leur inspiration divine. Les libéraux américains – au sens politique de ce terme, qui se voient comme la « gauche » de leur société – partagent cette idéologie. Aussi présentent-ils l'hégémonie américaine comme nécessairement « bénigne », source de progrès de conscience et de pratique démocratique dont bénéficieront forcément ceux qui ne sont pas les victimes de ce projet mais, à leurs yeux, les bénéficiaires. Hégémonie américaine, paix universelle, démocratie et progrès matériel sont associés comme des termes indissociables. La réalité évidemment est située ailleurs.

L'incroyable ralliement au projet des opinions publiques européennes (celle des États-Unis est suffisamment naïve pour ne poser aucun problème), et en particulier de celles de leurs gauches majoritaires, constitue une catastrophe dont les conséquences ne pourront être que tragiques. Le matraquage des médias, focalisé sur les régions d'interventions décidées par Washington – explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au-delà, les Occidentaux sont persuadés que, parce que les États-Unis et les pays de l'Union européenne sont « démocratiques », leurs gouvernements sont incapables de « vouloir le mal », réservé aux « dictateurs » sanglants de l'Orient. Cette conviction les aveugle au point de leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant. Ainsi une fois de plus les opinions dans les pays impérialistes se donnent-elles bonne conscience.

2. Développement et démocratie : deux faces indissociables du même mouvement.

La démocratie est l'une des conditions absolues du développement. Encore faut-il expliquer pourquoi et à quelles conditions. Car l'idée qu'il en sera ainsi n'est acceptée d'une manière apparemment générale que depuis peu de temps. Il n'y a pas si longtemps le dogme dominant à l'Ouest comme à l'Est et au Sud était que la démocratie était un « luxe » qui ne pouvait venir qu'après que le « développement » ait résolu les problèmes matériels de la société. Telle était la doctrine officielle partagée par les milieux dirigeants du monde capitaliste (ce qui permettait aux États-Unis de justifier leur soutien aux dictatures militaires d'Amérique latine ou aux Européens de justifier le leur aux régimes autocratiques d'Afrique), les États du tiers-monde (la théorie latino-américain du *desarrollismo* l'exprimait clairement et les partis uniques n'étaient pas l'apanage des États socialistes.. Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi et beaucoup d'autres sont là pour le prouver) et ceux du système soviétique.

Or voici que la thèse est retournée du jour au lendemain en son contraire. Le souci démocratique est devenu l'objet du discours officiel quotidien de tous ou presque, le certificat de pratique de la démocratie octroyé en bonne et due forme une « condition » de la poursuite de l'aide des grandes démocraties riches etc. Rhétorique d'une crédibilité plus que douteuse quand on sait à quel point dans la pratique le principe « deux poids deux mesures » mis en œuvre avec un cynisme parfait trahit la priorité réelle d'autres objectifs inavoués mobilisant à cet effet les moyens de la manipulation pure et simple, ce qui n'exclut pas la réalité des objectifs démocratiques de certains mouvements sociaux sinon de tous, ni que la démocratie soit réellement la condition du développement.

La démocratie est un concept moderne au sens qu'il définit la modernité elle-même si, comme je le propose, on entend par celle-ci l'adoption du principe que les êtres humains individuellement et collectivement (c'est-à-dire les sociétés) sont responsables de leur histoire. Il fallait, pour être capable de formuler ce concept, se libérer des aliénations propres aux formes du pouvoir antérieures aux capitalismes, qu'elles aient été aliénations religieuses, ethniques ou qu'elles aient revêtu d'autres formes « traditionnelles », c'est-à-dire conçues comme des données permanentes trans-historiques. Ces expressions de la modernité et de l'exigence démocratique qu'elle implique remontent à l'époque des Lumières. La modernité en question est donc synonyme de capitalisme et la démocratie qu'elle a produite est, comme le reste, limitée comme l'est le capitalisme lui-même. Elle ne constitue, dans ses formes historiques bourgeoises – fussent-elles les seules connues et pratiquées jusqu'à présent – qu'une étape. Ni la modernité, ni la démocratie ne sont parvenues au terme de leur développement potentiel. C'est la raison pour laquelle je préfère parler de démocratisation – en insistant par là même sur l'aspect dynamique d'un

processus toujours inachevé – plutôt que de démocratie – qui renforce l'illusion qu'une formule définitive peut en être donnée.

La pensée sociale bourgeoise, depuis l'origine, c'est-à-dire l'époque des « lumières², est fondée sur une séparation des différents domaines de la vie sociale, entre autres celui de la gestion économique et celui de sa gestion politique, et l'adoption de principes spécifiques qui seraient l'expression des exigences particulières de la « Raison » dans chacun de ces domaines.

Dans cet esprit, la démocratie serait le principe raisonnable de la bonne gestion politique. Puisque les hommes (il ne s'agissait jamais des femmes à l'époque), ou plus exactement certains d'entre eux (suffisamment aisés et éduqués) sont raisonnables, ils doivent avoir la responsabilité de faire les lois sous lesquelles ils veulent vivre et choisir (par élection) les responsables de leur exécution. La vie économique est par contre gérée par d'autres principes également conçus comme l'expression des exigences de la « Raison » (Synonyme de la nature humaine) : la propriété privée, le droit d'entreprendre, la concurrence sur les marchés. On reconnaît ici un ensemble de principes qui sont ceux du capitalisme qui, par eux-mêmes, n'ont rien à voir avec ceux principes qui sont ceux du capitalisme qui, par eux-mêmes, n'ont rien à voir avec ceux de la démocratie. Encore moins si l'on conçoit que celle-ci implique l'égalité, des hommes et des femmes, bien entendu, de tous (en rappelant que la démocratie américaine a oublié ses esclaves jusqu'en 1865 et les droits civils élémentaires de leurs descendants jusqu'en 1960 !), des propriétaires et de ceux qui ne le sont pas (en faisant remarquer ici que la propriété privée n'existe que si elle est exclusive, c'est-à-dire s'il existe des non-propriétaires !).

La séparation des instances économique et politique pose d'emblée la question de la convergence ou de la divergence du produit des logiques spécifiques qui les gèrent. Autrement dit « démocratie » (raccourci pour dire gestion moderne de la vie politique) et « marché » (raccourci pour dire gestion capitaliste de l'activité économique) sont-ils convergents ou divergents ?

Le postulat, érigé en vérité si évidente qu'il ne serait pas nécessaire de la discuter, sur lequel repose le discours de l'air du temps, affirme la convergence des deux termes. Démocratie et marché s'engendreraient mutuellement, la démocratie exigerait le marché vice-versa. Rien de plus erroné, démenti par l'histoire réelle.

Les penseurs de l'époque des Lumières étaient plus exigeants que nos contemporains vulgaires. Ils s'étaient posé, eux, la double question du pourquoi

cette convergence et à quelles conditions. Leur réponse à la première question était celle qu'inspirait leur concept de « raison », dénominateur commun aux modes de gestion préconisés ici et là. Si donc les hommes sont raisonnables les résultats de leur choix politiques ne peuvent que conforter ceux que le marché produit de son côté. A condition évidemment que l'exercice des droits démocratiques soit réservé aux seuls êtres doués de raison, c'est-à-dire certains hommes, ni les femmes (dont on sait qu'elles ne sont que sentimentales et non raisonnables), ni évidemment les esclaves, les pauvres et les démunis (les prolétaires) qui n'obéissent qu'à leurs instincts. La démocratie ne peut être que censitaire, réservée à ceux qui sont simultanément des citoyens et des entrepreneurs. Alors on comprend que leurs choix électifs soient probablement toujours – ou presque – conformes à leurs intérêts de capitalistes. Mais du coup la politique perd son autonomie dans cette convergence – pour ne pas dire soumission – à l'économique. L'aliénation économiste fonctionne ici à plein pour cacher cette annulation de l'autonomie du politique.

L'extension ultérieure des droits démocratiques à d'autres que les citoyens-entrepreneurs n'a pas été le produit spontané du développement capitaliste, ni l'expression d'une exigence de celui-ci. Bien au contraire cette extension a été progressivement conquise par les victimes du système, la classe ouvrière, plus tard les femmes ; elle est le produit de luttes contre le système, quand bien même celui-ci serait parvenu à s'y adapter, à en « récupérer » les fruits comme on dit. Comment et à quel prix ? Telle est la véritable question qu'il faut poser ici.

Car cette extension devait par la force des choses pouvoir révéler le contraste potentiel entre la volonté de la majorité – qui sont évidemment les exploités du système – exprimée à travers le vote démocratique, et le sort que le marché leur réserve. Le système risque de devenir instable, voire explosif. Au minimum il y a risque – et la possibilité – que le marché en question doive se soumettre à l'expression d'intérêts sociaux qui ne sont pas convergents avec la priorité donnée par l'économique à la rentabilité maximale du capital. Autrement dit il y a le risque pour les uns (le capital), la possibilité pour les autres (les travailleurs citoyens) d'une régulation du marché par des moyens étrangers au déploiement de sa stricte logique unilatérale. C'est possible, c'est arrivé, dans certaines conditions comme dans le Welfare State de l'après-guerre.

Mais cela n'est pas la seule possibilité de faire taire la divergence démocratique marché. Si la conjoncture produite par une histoire concrète est devenue telle que le mouvement de la critique sociale, émietté, soit devenu impuissant, qu'en conséquence l'idéologie dominante paraisse être sans alternative, alors la

démocratie peut être vidée de tout son contenu gênant et potentiellement dangereux pour le marché. Sa pratique devient celle que j'ai qualifiée de « démocratie de basse intensité ». Vous pouvez voter librement comme il vous plaît : blanc, bleu, vert, rose ou rouge. De toute manière cela n'aura aucun effet, car votre sort est décidé ailleurs, hors de l'enceinte du Parlement, sur le marché. La soumission de la démocratie au marché (et non leur convergence) trouve son reflet dans la langue politique. L'alternance (changer les têtes en place pour continuer à faire la même chose) a remplacé l'alternative (faire autre chose).

Nous en sommes là aujourd'hui. Mais cette situation ne traduit pas un progrès de la démocratie comme on se plaît à vouloir le faire croire mais au contraire sa crise, masquée – provisoirement – par ce qu'on a appelé parfois un « totalitarisme mou » (voire même un fascisme mou) dont le « politically correct » américain est un bel exemple. Crise dangereuse parce qu'elle est porteuse, avec l'érosion de la crédibilité et de la légitimité des procédures démocratiques, de conduire à des reculs plus violents en direction de son abolition pure et simple à laquelle on substitue d'illusoires consensus fondés sur la religion ou le chauvinisme ethnique par exemple. Dans les périphéries du système la démocratie impotente parce que soumise aux exigences brutales du capitalisme sauvage devient une farce tragique, une démocratie de pacotille « (Mobutu remplacé par deux cent partis mobutistes !).

La thèse de la pensée sociale bourgeoise fondamentale – celle de la convergence « naturelle » démocratie/marché – portait en elle dès le départ la menace de la dérive à laquelle nous sommes parvenus. Car elle suppose une société réconciliée avec elle-même, sans conflit, comme le proposent certaines interprétations dites post-modernistes. La convergence devient un dogme, au sujet duquel on ne se pose plus de questions. Nous sommes alors en présence d'une tentative de comprendre aussi scientifiquement que possible la politique dans le monde réel, mais nous avons affaire à une théorie du politique imaginaire. Celle-ci constitue, dans son domaine propre, le pendant de « l'économie pure » qui n'est pas la théorie du capitalisme réellement existant mais celle d'une économie imaginaire. Dès lors qu'on a remis en question le postulat de la « raison » tel que formulé depuis l'époque des Lumières, qu'on a pris la mesure de la relativité historique des logiques sociales, on ne peut plus accepter la vulgate propagée aujourd'hui concernant la convergence démocratie capitalisme.

Au contraire on prendra conscience du potentiel d'autoritarisme latent contenu dans le capitalisme. La réponse que le capitalisme donne au défi que constitue la dialectique individuel-collectif (social) est en effet porteuse de ce potentiel dangereux.

La contradiction individu/collectif, immanente à toute société à tous les niveaux de sa réalité, était surmontée dans tous les systèmes sociaux antérieurs à la modernité par la négation de son premier terme, c'est-à-dire par la domestication de l'individu par la société. L'individu n'est alors reconnaissable que par et à travers son statut dans la famille, le clan, la société. Les termes de la négation sont inversés dans l'idéologie du monde moderne (capitaliste) : la modernité s'affirme par les droits de l'individu fut-ce contre la société. Ce renversement n'est à mon avis que la condition préalable d'une libération, l'amorce de celle-ci. Car elle libère simultanément un potentiel d'agressivité permanente dans les relations entre les individus. L'idéologie capitaliste en exprime la réalité par son éthique ambiguë : vive la compétition, que le plus fort gagne. Les effets dévastateurs de cette idéologie sont parfois contenus par la coexistence d'autres principes éthiques, très largement d'origine religieuse ou hérités de formes sociales antérieures. Que ces barrages viennent à céder et l'idéologie unilatérale des droits de l'individu, version Sade ou Nietzsche vulgarisés, ou version américaine, ne peut produire que l'horreur, à la limite l'autocratie dure (fasciste) ou molle.

Marx avait à mon avis sous-estimé ce danger. Par souci peut être de ne nourrir aucune illusion passéiste il n'a peut-être pas vu tout le potentiel réactionnaire que contient l'idéologie bourgeoise de l'individu. Témoin sa préférence pour la société américaine, sous prétexte qu'elle ne souffre pas les vestiges des antécédents féodaux qui constituent en Europe des handicaps au progrès. J'avance au contraire que les antécédents comptent des quelques-uns des caractères relativement positifs qui plaident en faveur de l'Europe. Le degré de violence qui domine la vie quotidienne aux Etats-unis, sans commune mesure avec celui que l'on connaît en Europe, ne doit-il pas être attribué justement à l'absence d'antécédents pré-modernes caractéristique des États-Unis ? Au-delà même de cette observation, ne peut-on pas attribuer à ces antécédents – quand ils existent – un rôle positif dans l'émergence d'éléments d'une idéologie post capitaliste, mettant l'accent sur les valeurs de générosité et de solidarité humaine ? Leur absence ne renforce-t-elle pas la soumission à la puissance dominatrice de l'idéologie du capitalisme ? Est-ce un hasard si précisément l'autoritarisme « mou » (en alternance avec des phases d'autoritarisme dur comme l'expérience du Mac-Carthysme devrait le rappeler à tous ceux qui l'ont systématiquement gommé de leur mémoire de l'histoire récente) est l'une des caractéristiques permanentes du modèle américain ? Est-ce un hasard si de ce fait les États Unis fournissent le modèle parfait de la démocratie de basse intensité, au point que la proportion des abstentions aux élections est sans commune mesure avec celle que l'on connaît ailleurs et que (encore un fait qui n'est pas de hasard) ce sont précisément les démunis qui s'abstiennent

massivement ? Je vois ici un contraste s'agissant entre d'une part l'idéologie américaine qui donne au thème de la liberté des individus une priorité absolue sur celui de l'égalité sociale (l'inégalité extrême est e ce fait acceptée) et d'autre part l'idéologie sociale européenne qui tente d'associer les deux thèmes, sans toutefois être capable – dans le cadre du capitalisme – d'en résoudre les contradictions.

Comment donc une synthèse-dialectique permettra, au delà du capitalisme, de réconcilier les droits de l'individu et ceux de la collectivité ? Comment cette réconciliation éventuelle donnera plus de transparence à la vie individuelle et à celle de la société ? Autant des questions auxquelles nous ne chercherons pas à répondre ici, mais qui sont bel et bien posées, interpellent le concept bourgeois de la démocratie et en identifient les limites historiques.

S'il y a donc pas de convergence, encore moins « naturelle » entre marché et démocratie, pourrait-on en déduire que le développement, entendu dans son sens banal de synonyme d'une croissance économique accélérée associée, bien entendu, à une expansion des marchés (et il n'y a guère eu jusqu'à présent d'expériences de développement d'une autre nature), n'est pas compatible avec l'exercice d'une démocratie quelque peu avancée ?

Les faits qui plaideraient en faveur de la thèse ne manque pas : les « succès » de la Corée du Sud, de Taiwan, du Brésil de la dictature militaire, des populismes nationalistes dans les phases de leur ascension (Nasser, Boumedienne, l'Irak du Baas etc.) n'ont pas été le produit des systèmes particulièrement respectueux de la démocratie. Plus loin en arrière, l'Allemagne et le Japon dans la phase de leur rattrapage étaient certainement moins démocratiques que leurs concurrents britanniques et français. Les expériences socialistes modernes – fort peu démocratiques – ont enregistré de taux de croissance parfois remarquables. Mais en sens inverse on pourrait remarquer que l'Italie démocratique de l'après-guerre s'est modernisée avec rapidité et une profondeur que le fascisme, en dépit de rodomontades, n'a pas réalisé, que l'Europe occidentale a connu avec sa démocratie sociale (le Welfare State de l'après-guerre) la période de développement la plus prodigieuse de son histoire. On pourrait renforcer la comparaison en faveur de la démocratie par l'énumération des innombrables dictatures qui n'ont engendré que la stagnation, voire des involutions dévastatrices.

Pourra-t-on alors adopter une position relativiste réservée, refuser une relation quelconque entre développement et démocratie et dire que leur concordance ou discordance dépendent des conditions concrètes spécifiques ? Cette attitude est acceptable tant qu'on se contente de la définition « banale » du développement,

assimilé à la croissance accéléré dans le système. Elle ne l'est plus dès lors qu'on admet la seconde de nos trois thèses centrales signalées au départ de cette étude, à savoir que le capitalisme mondialisé est polarisant par nature et qu'en conséquence le développement est un concept critique, qu'implique qu'on insère dans la construction d'une société alternative, post capitaliste Or cette construction ne peut être que le produit de la volonté et de l'action progressive des peuples. Y a-t-il une autre définition de la démocratie que celle qui est implicite dans cette volonté et cette action ? C'est dans ce sens que la démocratie est bel et bien la condition du développement. Mais c'est là une proposition qui n'a plus rien à voir avec ce que le discours dominant dit sur le sujet. Notre proposition revient à dire en effet : il n'y a pas de socialisme (si l'on qualifie de la sorte une alternative post capitaliste meilleure) sans démocratie, mais également que le progrès de la démocratisation exige qu'on s'engage dans la voie de la transformation socialiste.

L'observateur « réaliste » qui ne guette ne tardera pas à faire observer que l'expérience du socialisme réellement existant s'inscrit en faux contre ma thèse. Exact. La vulgate par laquelle s'est exprimé le marxisme historique soviétique avait en effet décrété que l'abolition de la propriété privée signifiait d'emblée qu'on lui avait substitué une propriété sociale. Ni Marx ni Lénine n'avaient procédé à une simplification d'une telle envergure. Pour eux l'abolition de la propriété privée du capital et de la terre ne constituait que le premier acte nécessaire ouvrant une longue évolution possible vers la constitution d'une propriété sociale. Celle-ci ne commence à devenir une réalité qu'à partir le moment où les progrès de la démocratisation sont suffisamment puissants pour que les citoyens-producteurs soient devenus maîtres de toutes les décisions prises à tous les niveaux de la vie sociale, depuis le lieu de travail jusqu'au sommet de l'Etat. Le plus optimiste des êtres humains ne pourrait pas imaginer que ce résultat puisse être atteint où que ce soit dans le monde – qu'il s'agisse des Etas Unis, de la France ou de Congo – en « quelques années » comme celles au terme desquelles on a proclamé la construction du socialisme achevée ici et là. Car il ne s'agit de rien de moins que de construire une culture nouvelle, ce qui exige des générations successives se transformant progressivement par leur propre mouvement.